Année	Niveau*	Horaire H+G	Armature chronologique de la filière classique longue	Commentaires
XVIIe-XVIIIe			• Dans les collèges au XVIIe : histoire sainte et antique (au service des Humanités). • Fin XVIIIe : cursus d'histoire dans certains collèges (Histoire sainte, Antiquité, Histoire de France). • 1795 : un professeur "d'histoire philosophique des peuples" prévu dans chaque École centrale de département	• XVIIe : apparition de l'histoire dans certains collèges (Louis-Le-Grand, Oratoriens,...). • Fin XVIIIe : Une cinquantaine de collèges (sur ± 348) dispensent un enseignement d'histoire. • l'histoire est un réservoir d'exemples qui enseignent la conduite à tenir dans le présent (*Historia magistra vitae)*, ses leçons sont donc toujours *actuelles*. D'abord réservée à l'éducation du Prince, elle doit, dans le dernier tiers du siècle, "préparer les citoyens à l'État" (Caradeuc de la Chalotais, 1763). • Les philosophes des Lumières favorables (excepté Rousseau) à l'enseignement d'une histoire du passé récent (D'Alembert). • Période révolutionnaire : Désorganisation de l'enseignement en général. Le moteur de l'histoire est le progrès de la raison humaine dont la Révolution marque le triomphe. L'apprentissage de l'histoire est conçu comme un élément d'une éducation civique multiforme dont elle n'est pas le vecteur privilégié. L'enseignement de l'histoire à la fin de la décennie révolutionnaire reste un enseignement moral, largement calqué sur les pratiques de l'éducation religieuse et notamment les vies de saints.
Ier Empire	5ème à 2nde		Mythologie, histoire ancienne puis histoire de France. Accent sur l'histoire sainte et ancienne comme complément du latin. ("Humanités")	• Consulat puis Empire : place de plus en plus réduite consacrée à l'enseignement de l'histoire. L'histoire redevient la servante de l'instruction religieuse (histoire sainte en début de cursus), des langues anciennes et de la littérature française. D'autre part, le peu qui en est enseigné semble consister surtout en une nomenclature visant à situer dans le temps et l'espace événements, dynasties, personnages.
Restauration 1814	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère	2h/hist. (1818) 1h30/ Hist (1821)	• Histoire sainte. • Égypte et Grèce. • Rome jusqu'à Actium. • De Auguste à Charlemagne. • Moyen-Age, Temps Modernes et histoire de France jusqu'en 1789. • 1h hebdo en rhétorique (1829) [Le programme est plusieurs fois modifié en raison des dangers idéologiques prêtés à l'histoire, la présence d'un enseignement historique lui-même n'est pas stable : En 1822 l'enseignement de l'histoire est supprimé en rhétorique ; en 1826 il est limité aux petites classes, de la sixième à la troisième.]	• C'est sous la Restauration qu'un véritable système national de l'enseignement de l'histoire se met en place dans le secondaire. • Premier programme national. (Royer-Collard, président de la Commission de l'Instruction. Publique jusqu'en 1820). "Les professeurs ne négligent rien de tout ce qui peut éclairer l'esprit [de leurs élèves] sur les faits relatifs aux idées religieuses dont l'oubli a toujours eu une influence sur les destinées des empires…" (1815). L'enseignement de l'histoire est conçu par le pouvoir comme un instrument politique. Jusqu'en 1818 l'histoire reste étroitement dépendante des humanités classiques. • 1818 : Création de professeurs spécialisés d'histoire dans les collèges royaux. En fait cette création ne concerne que Paris. En 1833, encore leur présence est rare dans les collèges de province. • Traditionnellement la chute des constitutionnels et la démission de Royer-Collard est retenue comme une rupture. Une période difficile s'ouvrirait alors pour l'histoire, le régime s'en méfiant : les historiens les plus en vue (Thierry, Guizot) ne sont-ils pas des "libéraux"... Il semble, cependant, que de 1814 à 1830 la continuité l'emporte. D'un bout à l'autre la prudence domine : les *Instructions* en 1818 comme en 1820 recommandent "la simple exposition des faits historiques dans la liaison naturelle qu'ils ont entre-eux". L'avenir pédagogique de l'histoire semble sombre : les professeurs abusent du cours dicté constate un inspecteur en 1825 et l'histoire enseignée se réduit à des résumés chronologiques. • L'ambition affirmée par la Charte de renouer "la chaîne des temps" présente les mêmes ambiguïtés dans sa traduction dans les programmes scolaires que dans la société toute entière : s'agit-il de mettre la période révolutionnaire entre parenthèses ou de l'assumer ? *• Génération des historiens dits* "*romantiques*" *(1820-1835).*
Monarchie de Juillet –1838 **Monarchie de Juillet (suite)**	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère	2h	• Histoire sainte et histoire ancienne (Asie et Grèce). • Histoire de la Grèce jusqu'à l'époque hellénistique. • Rome. • Moyen-Age. • Temps Modernes – France – (1453 - 1789). • Histoire de France (406 - 1789). Primaire : La loi de 1833 qui oblige les communes a entretenir une école primaire et les chefs-lieux de départements une école primaire supérieure introduit au programme de l'enseignement primaire supérieur (art. 1) : "Les éléments de l'histoire et de la géographie et surtout de l'histoire et de la géographie de la France".	***Le moment Guizot de l'enseignement de l'histoire*** • Sous l'impulsion des lois Guizot (1833-1836), le nombre des écoles double sous la Monarchie de Juillet et celui de leurs élèves passe, dans le même temps, de 1 300000 à 3 500000 (dont 1 300000 filles).Dans le secondaire, le nombre d'élèves est resté à peu près stable : 60 000 en 1831 (dont 38 000 dans l'enseignement public), 71 000 en 1842 (dont 45 000 dans le public). • À partir de 1838, l'histoire est enseignée dès la $6^{e.}$ Histoire et géographie demeurent matières d'oral au baccalauréat (arrêté de 1840). • Influence de François Guizot, programme Salvandy (1845). • La recherche d'une double légitimité par la Monarchie de Juillet. • L'histoire est valorisée parce qu'elle enseigne la modération : " Chez un peuple curieux de son histoire, on est presque assuré de trouver un jugement plus sain et plus équitable, même sur ses affaires présentes, ses conditions de progrès et ses chances d'avenir." (François Guizot) • L'histoire devient une "grande discipline" universitaire, la production de travaux historiques est encouragée (Société d'histoire de France – 1834 – Comité des travaux historiques – 1835 – Véritable essor de l'École des chartes fondée en 1821, fermée puis ouverte à nouveau en 1829 à Dijon et transférée à Paris en 1836…). C'est le premier véritable financement public de la recherche. • 1830-1852 : Première création de l'agrégation d'histoire et de géographie. (33 agrégés en 1842) • Les manuels d'histoire couvrant l'ensemble de la scolarité du secondaire se multiplient, la part des "Abrégés d'histoire universelle" compilations abusant de moyens mnémotechniques décroît (Les ecclésiastiques sont nombreux parmi les auteurs de manuels).

IIe République			Extension du terme chronologique du programme de 2ème et 1ère jusqu'à 1814.	• Hippolyte Carnot, ministre de l'Instruction publique. • 1850 : Offensive contre l'histoire et son enseignement accusés d'avoir été transformés en "débats politiques".
IIe Empire –1852	3ème 2nde 1ère		Transfert de l'histoire sainte vers la 8ème et la 7ème. 6ème, 5ème, 4ème consacrées à l'histoire de France jusqu'en 1815. • Antiquité. • Moyen-Age. • Temps Modernes.	• Programmes et Instructions d'Henri Fortoul (1852) : "Les leçons doivent être dogmatiques et purement élémentaires" (1852). Insistance sur l'histoire nationale, sur la portée morale et pratique de l'enseignement de l'histoire. • Contrôle strict des enseignants • "La connaissance et l'accomplissement des devoirs ont avec la religion des rapports si étroits et si nécessaires que les rapprochements viendront s'offrir d'eux-mêmes pour donner au professeur l'occasion de faire ressortir la supériorité de la morale chrétienne sur toutes les autres" (1854). • Après la loi Falloux (1850) qui favorise l'enseignement secondaire privé : 107 000 élèves en 1854 (dont 46 000 dans le public), 140 000 en 1866 (dont 66 000 dans le public). • À partir des années 1850, une méthode précise d'enseignement de l'histoire et de la géographie en lycée est préconisée. Elle associe, chaque semaine, deux types d'activités. D'une part, une séquence en classe au déroulement étroitement défini, où alternent des phases de discours magistral dicté (le résumé) ou parlé (le développement) et des phases d'interrogation orale et de correction de travaux écrits. D'autre part, des moments de travail personnel des élèves qui doivent apprendre leurs résumés, compléter leurs connaissances et composer une rédaction. • 1860 : Rétablissement de l'agrégation d'histoire et de géographie.
"Empire libéral" 1863 **1865** **"Empire libéral" (suite)**	Philo 8ème 7ème 6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term	2h	• De 1815 jusqu'au IIe Empire. • Histoire sainte. • Histoire de France (élémentaire). • L'Orient. • La Grèce. • Rome. • Le Moyen-Age (Ve - XIVe siècles). • Les Temps modernes. • 1661-1815. • Histoire contemporaine (Second Empire et "Caractères nouveaux de la société moderne" inclus).	***Le moment Duruy de l'enseignement de l'histoire*** • 1863 : Circulaire Victor Duruy (ministre de l'Instruction publique) qui demande de "renoncer à l'histoire des princes et des batailles" pour s'intéresser "aux faits économiques" : "Les faits économiques ont pris une trop grande place dans notre société pour que l'histoire puisse les négliger". • 1863 : Introduction de l'histoire en classe de philosophie (terminale).• 1865 : Programmes Duruy. • 1866 : Création de l'École Pratique des Hautes Études (adaptation du modèle allemand des séminaires spécialisés). • Loi Duruy sur l'enseignement primaire du 10 avril 1867 : les éléments de l'histoire et de la géographie de la France sont ajoutées aux matières obligatoires de l'enseignement primaire. L'histoire voit son rôle renforcer dans les Écoles normales. Trois principes appelés à un très long avenir sont retenus : 1/ Le programme d'histoire de l'école primaire se limite à l'étude de la France. 2/ Il va "jusqu'à nos jours". 3/ L'apprentissage est organisé selon la méthode "concentrique" : on "révise", – c'est-à-dire on *refait* –, au cours supérieur, le parcours que l'on a déjà suivi dans les deux années précédentes. • Ministère Duruy : première apparition d'un fort souci pédagogique et plaidoyer pour l'intérêt d'enseigner l'histoire contemporaine. " Le programme doit s'étendre de 1789 jusqu'à nos jours, afin que ceux qui, dans quelques années, feront les affaires du pays, sachent de quelle manière ce pays a jusqu'à présent vécu. Notre société actuelle date de la Révolution et, pour la bien comprendre, il faut la bien connaître". • Tentative de concilier rigueur scientifique et leçon de morale. "J'ai toujours trouvé à l'histoire une grande vertu d'apaisement. Elle montre par toutes ses leçons que si l'absolu se trouve dans la vérité scientifique, la politique est, comme la loi, une affaire de convenance entre les choses à faire et les choses déjà faites ; que même s'il faut compter, sans les subir, avec les passions, les préjugés, la plus grande des forces c'est la fermeté dans la modération." (Victor Duruy) • À la fin du Second Empire, moins de 2% des garçons de 11 à 17 ans suivent une scolarité secondaire. Dans les classes : les cours d'histoire se composent de "longues et insignifiantes nomenclatures, faites pour dégoûter les meilleurs esprits" (un inspecteur en 1867). La plupart des professeurs d'histoire et géographie sont des régents ou chargés de cours licenciés, voire des maîtres d'études, répétiteurs ou suppléants bacheliers. • La finalité patriotique de l'enseignement de l'histoire est de plus en plus affichée. • Campagne de presse contre l'enseignement de l'histoire contemporaine.
IIIe République –1890	9ème 8ème 7ème 6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère	1h30 1h30 (H) 2h	• Biographie d'hommes illustres des temps anciens et modernes. scènes historiques célèbres. • Histoire sommaire de la France jusqu'à la mort de Louis XI • Histoire sommaire de la France jusqu'en 1815. • Histoire de l'Orient (antiquité) • Histoire grecque (antiquité). • Histoire romaine. • Histoire de l'Europe et de la France jusqu'en 1270. (Le Bas-Empire / La Gaule romaine / les Barbares…) • Histoire de l'Europe et de la France de 1270 à 1610. • Histoire de l'Europe et de la France de 1610 à 1789.	***Le moment Lavisse de l'enseignement de l'histoire*** • Choc de la défaite de 1870 et débats sur l'insuffisance de la culture historique et géographique des élèves français. • Avril 1871 : mission d'inspection générale sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie confiée à deux universitaires, Himly, professeur de géographie historique à la Sorbonne, et Levasseur, professeur d'économie au Collège de France : "Nous croyons, d'après les renseignements que nous avons pris, que la majeure partie des élèves des écoles primaires de France n'apprennent encore ni histoire ni géographie". Pour le secondaire : "nous avons constaté une grande faiblesse." • Fustel de Coulanges : "Le véritable patriotisme n'est pas l'amour du sol, c'est l'amour du passé." (1872). • Jules Ferry ministre de l'Instruction publique de 1879 à 1883. (Lois scolaires de la IIIe République : 1880-1889). 1882, l'instruction civique fait son entrée dans l'enseignement primaire et substitue à celui du catéchisme. Son contenu ne doit heurter "aucun père de famille" (Lettre de Jules Ferry aux instituteurs). • 1874 : Premiers programmes détaillés de géographie. Programmes d'histoire de Terminale (classe de philosophie)

	Term	2h15[a]	• Histoire contemporaine de 1789 à 1889. [a]: Horaires classe de philosophie : 3h au 1er trimestre, 1h30 au second trimestre. • Généralisation de manuels conçus afin d'enseigner l'histoire dont, pour le primaire le "*Petit Lavisse*" (1ère édition 1884). Les illustrations se multiplient. Ces images sont, pour la plupart, de petit format ("vignettes") : portraits de souverains ou de grands personnages, gravures représentant des scènes de l'histoire de France. Il s'agit presque toujours d'œuvres de fiction, au traitement volontiers mélodramatique. • 1885-1893 : Importante réforme de l'agrégation qui en fait un concours ouvert à l'ensemble des étudiants (jusque-là, de fait, réservé aux élèves de l'École Normale Supérieure). La fonction pédagogique de l'enseignement universitaire l'emporte sur la fonction de recherche. 1890, Charles Seignobos est chargé d'une chaire de pédagogie de l'histoire à la Sorbonne. • 1898 : Charles Seignobos et Charles-Victor Langlois, *Introduction aux études historiques*.	étendus jusqu'en 1848. L'organisation générale des programmes du secondaire reste celle qui a été mise en place dans les années 1830 et parachevée par Duruy en 1863 : on étudie l'antiquité pendant trois ans, l'histoire médiévale et l'histoire moderne pendant les trois années suivantes, enfin l'histoire contemporaine en classe de Philosophie. • L'histoire se renforce dans le secondaire. Elle s'affirme dans le primaire et bénéficie de la réorganisation des études universitaires (la réforme de la licence, en 1880-1881, est clairement voulue par ses promoteurs comme un moyen de mieux préparer les futurs professeurs). • À partir des programmes de 1880, part croissante de l'histoire contemporaine dans les programmes aux dépends de la place accordée à l'antiquité • 1885 : Les programmes d'histoire de Terminale s'étendent jusqu'en 1875. • 1890 *Instructions* d'Ernest Lavisse (rédigées par Lavisse pour l'histoire et Régis Jallifier pour la géographie) et nouveaux programmes qui allègent et modifient ceux de 1880. Elles sont présentées comme "la charte qui protège les professeurs partisans de la réforme dans la lutte contre la tradition". Premières instructions très détaillées. • Long texte de référence abondamment cité jusqu'en 1925 et même au-delà. • L'intégralité de l'histoire "nationale" depuis les Gaulois doit être enseignée. Le récit national, rythmé par l'évocation des héros nationaux, doit marquer la continuité de la nation française. • Le professeur d'histoire a le "devoir d'être un moraliste". Lavisse n'oppose pas les divers aspects de l'enseignement de l'histoire : il peut être, à la fois, vrai, patriotique et moral. Statut privilégié de l'histoire contemporaine. • Forte insistance sur les qualités pédagogiques dont l'enseignant doit faire preuve (Voir pour l'élémentaire *Le Dictionnaire de pédagogie* de Ferdinand Buisson). Le monologue est exclu, le cours doit être adapté à l'âge des élèves, il est recommandé d'user jusqu'en 3ème de la "méthode pittoresque" pour intéresser les élèves. Avec les grands élèves, le cours, en revanche, doit d'abord, être construit comme une "démonstration". *Génération des historiens* "*méthodiques*".
1902	8ème 7ème 6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term	 3h " " " " " 4h30 5h 4h	•France des origines à Henri IV. • La France de 1610 à 1871. • Antiquité (Orient, Grèce, Rome.) • Moyen-Age – depuis la Gaule – et le commencement des temps modernes jusqu'en 1453 (prise de Constantinople). • Temps Modernes 1453 – 1789. • Époque contemporaine 1789 – 1889. Tronc commun • Histoire moderne du Xe siècle – XVIIe siècle • Histoire moderne du XVIIIe siècle à 1815 • Histoire contemporaine (jusqu'en 1889).(dont Partie IV : "Développement économique de l'Europe" et Partie V: "Caractères généraux de la civilisation européenne") Pour les sections A et B : De la préhistoire à la conquête romaine de la Grèce. De Rome au Xe siècle. (Rome / République / Empire / Barbares / Francs / Carolingiens / Arabes / Byzance).	• Réforme de 1902 préparée par des enquêtes parlementaires et universitaires. • 1902 et 1908 : Programmes et Instructions rédigées par Lavisse, Jullian, Perrot, et surtout Seignobos. • Institution du découpage en deux cycles "qui se répètent". Parité entre enseignement classique et enseignement moderne (sans langues anciennes). L'histoire ancienne est confinée en 6ème. Place importante accordée à l'histoire moderne et contemporaine. Polémique autour de la place réduite des "humanités" classiques. • En juillet 1902, l'enseignement de l'histoire est réservé, "autant que possible", à des professeurs spécialisés en histoire. • La valeur de l'enseignement de l'histoire pour la formation des élèves à la compréhension des changements sociaux et politiques contemporains est fortement soulignée : "Le professeur d'histoire et de géographie est plus que tout autre un agent d'éducation nationale". Prohibition du cours dicté... Priorité au développement des qualités intellectuelles sur l'accumulation des connaissances. Obligation d'enseigner un certain nombre de faits essentiels mais large liberté de choix laissée aux professeurs. • 1905, Amédée Thalamas, *La crise de l'enseignement historique dans les lycées et collèges*. • À partir de 1905, organisation dans le cadre du Musée pédagogique de conférences pédagogiques à destination des agrégatifs d'histoire dont, en 1907, celle de Charles Seignobos "L'enseignement de l'histoire comme instrument d'éducation politique". 1903 : Publication du *Tableau de la géographie de la France* de Paul Vidal de La Blache, premier volume de *L'histoire de la France depuis les origines jusqu'à la Révolution* dirigée par Ernest Lavisse.
1923-1925	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde	2 h (H) " " " 3h30	• L'Orient et la Grèce. • Histoire romaine jusqu'à la chute de l'Empire romain d'Occident. • Histoire de l'Europe et particulièrement de la France depuis la fin du Ve siècle jusqu'à la guerre de Cent ans. • Histoire de l'Europe et particulièrement de la France pendant les XIVe, XVe et XVIe siècle. Le XVIIe et le XVIIIe siècles. • Histoire contemporaine jusqu'au milieu du XIXe siècle.	• 1910 : création de la Société des professeurs d'histoire et de géographie. • 1911, André Balz : "L'enseignement historique souffre donc du malaise général dont souffre l'école elle-même, l'invasion de la politique, le choc en retour des mouvements et des bruits de la place publique". • Émile Combes : "Le vrai combat entre l'école laïque et l'école congréganiste, c'est le manuel d'histoire". • 1914-1918 : dans le primaire le récit du passé est sans cesse référé à l'histoire immédiate de la guerre, les instituteurs sont invités à rassembler tout document relatif à la guerre en cours. • Instructions ministérielles de 1920 : les élèves-maîtres sont les "représentants de l'esprit national". Cinq ans seulement après la fin des combats, la Première Guerre mondiale entre dans l'enseignement (il en faudra 16 pour intégrer la Seconde Guerre mondiale...). • 1923-1925 : Suppression de la division en deux cycles, retour au parcours chronologique unique (Antiquité : 6ème et 5ème - Moyen-Age et Temps modernes : 4ème, 3ème et 2nde – Contemporaine : 1ère et Terminale). Compléments sur

1923-1925 (suite)	1ère Term		• 1789-1848. • Histoire contemporaine de 1848 aux conséquences de la 1ère Guerre mondiale . ________________________________ • Georges Lefebvre, en 1938, parle d'un enseignement de l'histoire "de pure culture, médiocrement apprécié, attendu qu'il ne fournit pas un gagne-pain ; parce que, n'étant sanctionné qu'à l'oral des examens, on court moins de risque à le négliger ; parce que, enfin, le temps qui lui est accordé restera toujours minime. Il faut donc se garder d'ambitions excessives" • Il faut attendre les Instructions de 1938 pour que le professeur se voie explicitement recommander de "prendre appui sur le manuel" et de faire de celui-ci le soutien d'exercices actifs en classe.	les institutions politiques, administratives et judiciaires de la France contemporaine "indispensables à la formation du citoyen : La mémoire de nos enfants est trop souvent encombrée d'une multitude de détails au milieu desquels l'esprit se perd, si bien que rien n'y reste, pas même l'essentiel". • 1923 : Première édition du Cours Malet-Isaac (Hachette) qui prend la relève du cours Malet (1902). Les instructions du 20 juin 1923 pour le primaire reviennent sur la nécessité de l'enseignement "par l'aspect" et insistent sur le recours à des documents source . Elles font de l'utilisation du document l'un des éléments de ce qu'elles qualifient de "méthode intuitive et inductive, partant des faits sensibles pour aller aux idées" ou encore de "méthode active". Tonalité des manuels souvent nationaliste et anti-allemande jusque dans les années 30. • Dans les années 20 et 30 les doutes sur les finalités "nationales" de l'enseignement de l'histoire se multiplient. • À partir de 1932 : Critiques du fonctionnement de l'agrégation par Lucien Febvre et Marc Bloch : trop grande place accordée à l'histoire politique et institutionnelle dans les sujets, conséquences sclérosantes de la préparation du concours sur la recherche, dénonciation de l'utilisation de pseudo-critères pédagogiques par les jurys. Propositions pour une réforme de l'enseignement historique (défense d'une histoire axée sur l'explication et valorisation de la place accordée à l'économie et à la pluri-disciplinarité). • 1936-1938 : Progrès dans l'unification de l'enseignement secondaire (Jean Zay, 1937) ; scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans • 1938 : Retour au découpage en deux cycles. • *Années 30 : affirmation et développement du projet historiographique des* Annales.
Régime de Vichy –Arrêté du 6 mai 1943	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term	1h 1h 30 2h " " " "	• L'Orient et la Grèce. • Rome et la fin de la civilisation méditerranéenne (751). • Le Moyen-Âge (751-1492). • XVIe et XVIIe siècles (1492-1715). • Élaboration du monde moderne (1715-1815). • Le monde moderne (1815-1918). • Le monde qui se fait.	• Ministres : Jérôme Carcopino puis Abel Bonnard à partir de 1942. • Suppression des écoles normales et création du CAEC (1941), Certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges. • Censure des manuels et révocation de nombreux enseignants faisant partie des "catégories" exclues par le régime (dont un millier de Juifs). • Les contenus d'enseignement changent peu. Il n'y a pas de tentative sérieuse pour mettre en place un système d'éducation totalitaire par Vichy. • Promotion de la géographie : 1943, création d'une l'agrégation de géographie. • Instauration d'un enseignement obligatoire de la démographie, principalement confié aux professeurs d'histoire et de géographie, de la sixième à la terminale qui doit être "un acte de foi dans l'avenir". • *Instructions* de 1942 (Abel Bonnard) : "Vous ferez entendre [aux élèves] toutes les voix de leur race et de leur sol, le chant de leurs églises et le murmure de leurs forêts…" • Dans l'enseignement primaire, selon les *Instructions* de 1942, l'histoire de France sera enseignée : "en insistant sur la continuité de l'effort français à travers tous les régimes pour construire, maintenir, relever la France.". • Promotion de l'histoire "locale et provinciale" qui fait obligatoirement l'objet d'une question au Certificat d'études (celle-ci jouissait cependant déjà d'une place importante dans les études primaires sous la IIIe République). L'amour de la "petite patrie" est toujours considéré comme l'apprentissage de l'amour de la "grande".
1946	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term	2h30 " " 3h 2h (H) " "	• L'antiquité (Orient, Grèce, Rome). • Le Moyen-Age (fin Empire romain d'occident - début des temps modernes). • Les temps modernes jusqu'à 1789. • 1789-1939. • Le XVIIe et le XVIIIe siècle (1610-1789). • Les débuts de l'époque contemporaine (1789-1848). • L'époque contemporaine (1848-1939).	• 1945 : Les programmes de la Troisième république sont rétablis : ceux de 1923 pour le primaire, de 1931 pour le second cycle du secondaire et de 1938 pour le premier cycle. • Un enseignement d' "instruction morale et civique" se met en place, dans le premier cycle. 1947 : Plan Langevin-Wallon s'efforçant de démocratiser l'enseignement (allongement de la scolarité obligatoire à 18 ans, gratuité généralisée de l'enseignement, tronc commun…). Non suivi d'effets. Lucien Febvre participe à cette commission. • 1952 : Transformation du CAEC en CAPES. • 1953 : Mise en place des CPR (Centres pédagogiques régionaux) pour accueillir les néo-certifiés et les préparer au métier. • À partir des années 50, croissance régulière des textes de cadrage de l'activité pédagogique (place du document, pédagogie active puis différenciée…). Progressivement l'idée que promouvoir la "méthode inductive", déjà préconisée dans le primaire , dans le secondaire se répand et émerge fortement dans les instructions, même s'il est répété que l'enseignement de l'histoire ne doit pas avoir pour objectif de former des historiens.
1957-1962	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term	2h30 " " 3h 2h (H) " "	• L'Orient et la Grèce. • Rome et le Moyen-Age jusqu'en 987 . • Moyen-Age de 987 à 1492. • Les Temps modernes. • La France et l'Europe 1789-1848. • L'Europe et le monde de 1848 à 1914. • 1. La naissance du monde contemporain (de 1914 à nos jours). 2. Les civilisations du monde contemporain.	• *Années 50-60 : apogée du modèle historiographique des* Annales. • Programme dits "Fernand Braudel". Lecture de ce programme par son auteur (Manuel Belin de Terminale 1962) : "La grammaire des civilisations". "Le nouveau programme d'histoire des classes terminales… se présente comme une explication du monde actuel… tel qu'on peut le comprendre aux lumières multiples d'une histoire qui ne fait fi d'aucune des sciences sociales voisines. […] Choisir les grandes civilisations comme 'cadres intelligibles' du monde actuel c'est dépasser le mouvement rapide de l'histoire telle que vous la suivrez de 1914 à 1962." • Les réserves sur ce nouveau programme s'expriment de façon ouverte. Il se heurte dans son application à d'importantes résistances chez les enseignants. • 1963-1975 : Affaiblissement de l'horaire d'histoire et géographie et disparition dans certaines sections scientifiques.

1962 Révision du 1er cycle	6ème 5ème 4ème 3ème	2h30 " " 3h	Conclusion : les grands problèmes mondiaux du moment. • L’Orient et la Grèce. • Rome et le Moyen-Age jusqu’en 1328. • Fin du Moyen-Age et Temps Modernes jusqu’en 1715 • 1715-1870.	Très rapidement la partie du programme de terminale concernant les “civilisations” ne peut plus faire l’objet d’interrogations au baccalauréat. (En 1971, on n’étudie déjà plus ni le monde africain, ni l’Amérique latine, ni l’Océanie. En 1977, seule demeure au baccalauréat : “La civilisation contemporaine des États-Unis et de l’URSS”.) • 1963 : Adoption du principe d’un enseignement de masse dans le premier cycle de l’enseignement secondaire. • 1966-1978 : L’histoire disparaît de l’écrit du baccalauréat. • 1969 : L’histoire et la géographie deviennent “disciplines d’éveil” à l’école élémentaire. • 1970 : Important programme d’implantation de CES.
1971 Révision du 1er cycle **1977-1980**	6ème 5ème 4ème 3ème 6ème 5ème 4ème 3ème	2h30 " 3h " 2h30 " " "	• Préhistoire et Antiquité. • Moyen-Age. • Temps Modernes. • 1789 à nos jours. • De la préhistoire au IXe avec une grande question thématique au choix : l’agriculture, l’écriture, l’architecture... • Du IXe - au XVIe : l’Islam. Le monde occidental XIe - XIIIe. Les civilisations extra-européennes : la Chine (ou l’Inde) et une civilisation pré-colombienne. Les grandes découvertes. Les transports à travers les âges. • Europe du XVIe à la fin du XIXe (1520 -1914) “Certains traits de la civilisation occidentale” comme : “les types de pouvoirs” ou “les catégories sociales • Le monde de 1914 à nos jours, avec une “attention particulière à la France”. La fin du programme est : “La civilisation d’aujourd’hui : la remise en cause des valeurs traditionnelles et les changements de la vie”. L’initiation économique, sociale et politique s’intègre à l’étude des diverses questions d’histoire et de géographie.	• *Années 70 : la* “*Nouvelle histoire*”*, une* “*histoire en miettes*” *?* • 1975 : suppression de l’Instruction civique. • 1977 : Nouveaux programmes liés à la Réforme Haby : continuité entre les programmes du primaire et ceux du 1er cycle de collège et unification des CES et CEG au sein du “collège unique”. Ils prennent en compte des thèmes portés par les courants pédagogiques novateurs comme la place du document, le rôle actif de l’élève… et sont marqués par une volonté d’intégration de l’histoire et de la géographie au sein des “sciences humaines”. • Dans les collèges, insistance sur le milieu local en 6ème et introduction de thèmes transversaux comme l’écriture ou l’agriculture (des origines à nos jours...). Cette histoire thématique qui “cavalcade à travers les âges” est très critiquée... Pierre Goubert parle “charabia imité des sociologues et pédagogues américains démodés depuis quinze ans”. • À fin des années 70, expression publique des inquiétudes des enseignants sur la place de leur discipline et multiplication des prises de position (y compris d’hommes politiques) sur la “crise” de l’enseignement de l’histoire. Le débat s’installe dans les médias à partir de l’intervention d’Alain Decaux le 20 octobre 1979 : “Parents, on n’apprend plus l’histoire à vos enfants.”. Michel Debré (1980) : “On n’enseigne plus l’histoire ni dans les écoles, ni dans les lycées. L’histoire, c’est d’abord la chronologie : la chronologie a disparu. L’histoire, ce sont ensuite des récits : il n’y a plus de récits”. • Dépôt par le groupe RPR d’un projet de loi sur l’enseignement de l’histoire (25 juin 1980, non discuté) et nombreuses questions au posées au gouvernement à l’Assemblée et au Sénat (Groupes communiste, socialiste, RPR). La responsabilité de la “Nouvelle histoire” est publiquement mise en cause...
1981 **1983**	2nde 1ère	2 à 4 h 1h30 à 4h	• Les fondements de la civilisation occidentale. I) Questions au choix de l’antiquité à nos jours pour illustrer les caractères essentiels de la civilisation européenne. – Apports gréco-romains ou la démocratie athénienne au Ve siècle ou l’art grec au IVe siècle ou de la cité grecque à l’État romain. – Apports hébraïques et chrétiens. – Les grands courants de pensée et les techniques du moyen-âge au XIXe siècle ou l’humanisme ou les Lumières ou les sciences et les techniques. – L’art Renaissance italienne ou l’architecture baroque ou le romantisme ou la peinture française à la fin du XIXe siècle. – Économie et société au XIXe siècle : La révolution industrielle Royaume-Uni ou France. – État, nation, régime politique : - l’Angleterre ou l’indépendance américaine ou la révolution française. – Unité italienne, unité allemande, 1848. - Progrès de la démocratie. II) Une autre civilisation ou l’Afrique ou Extrême-Orient ou la civilisation musulmane. • 1914 -1939.	• L’étude des civilisations est abandonnée en Terminale et reportée en Seconde. • Programme fortement critiqué (“infaisable”, trop morcelé, privilégiant le modèle occidental-libéral, abandon de la continuité chronologique...). • Pierre Goubert qualifie les programmes de 1977-1981 de “criminels”, mis en place pour “régner plus facilement sur des demeurés et des robots, qui achèteront bien et voteront bien”.... • Alain Savary ministre de l’Éducation nationale (1981-1984) ***Le temps des commissions et des rapports****:* • 1983 : Rapport de René Girault sur l’enseignement de l’histoire. Il présente une évaluation des connaissances historiques et géographiques des élèves et des pratiques d’enseignement. Il réaffirme les finalités civiques et culturelles de cet enseignement (“L’histoire doit conduire à l’engagement réfléchi”) et souligne le rôle que l’enseignement de l’histoire doit jouer pour “assurer la sauvegarde de la mémoire collective”. Il insiste sur un “nécessaire ancrage chronologique faisant appel à l’utilisation manifeste de la mémoire”. • 1983-1985 : Commission présidée par Jacques Le Goff “sur la rénovation de l’enseignement de l’histoire et de la géographie”. • Max Gallo, porte-parole du gouvernement (socialiste), fait part, le 31 mai 1983, de l’inquiétude que François Mitterrand aurait exprimée en Conseil des Ministres, se déclarant “angoissé” devant “les carences de l’enseignement de l’histoire qui conduisent à la perte de la mémoire collective des nouvelles générations”. • Pierre Goubert (1984) dénonce une “offensive d’obscurantisme méchant” due à l’“intrusion de l’Histoire dite ‘Nouvelle’ dans un enseignement destiné aux enfants de dix à douze ans” et à “la pédagogite”. • 1984 : Le colloque de Montpellier sur l’histoire et son enseignement consacre un compromis entre les acquis de la “nouvelle histoire” (ouverture aux sciences sociales) et un retour aux apprentissages de la chronologie et de l’histoire nationale. “La chronologie n’est qu’un instrument nécessaire à l’histoire, elle n’est pas l’histoire” (Jacques Le Goff). • 1989 : Rapport de Philippe Joutard qui insiste, en particulier, sur la nécessité d’accorder “une part beaucoup plus importante à l’histoire antérieure au XXe siècle dans le programme des lycées” et à celle des religions. Il appelle à “définir les bases communes d’une culture historique et géographique pour les Européens”.

1984	Term	"	• 1939 à nos jours.	
1985	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term.	2h30 " " " 2 à 4 h 1 à 4 h 1h30 à 4h	• Préhistoire (sommaire). Anciennes civilisations du monde méditerranéen. Chine et Inde. • Les civilisations médiévales et naissance du monde moderne. • De l’Europe absolutiste jusqu’à 1914 (XVIIe – XIXe). • Le XXe siècle de 1914 à nos jours. • XVIIIe – 1880. • 1880 à 1919 : naissance du XXe siècle. 1920 – 1945. • Le monde contemporain depuis la deuxième guerre mondiale (1945).	• Jean-Pierre Chevènement, ministre de l’Éducation Nationale (1984-1986). • 1985-1989 : Nouveaux programmes. • Réintroduction (en collège) de l’instruction civique sous le label éducation civique “L’éducation civique est une pièce maîtresse de l’éducation dans un État républicain garant des libertés”. • Réaffirmation de la fonction civique de l’enseignement de l’histoire (et de la géographie). • “Retour” à la continuité et aux “repères” chronologiques. • Programmes en vigueur jusqu’en 1996. (1ère L et ES : 4 h - T A-B : 4 h / 1ère S : 3 h - T C-D : 3 h / 1ère G : 2h - T G : 1 h 30). Les “Compléments” des programmes du secondaire de 1985-1988 – rédigés par l’Inspection générale - sont très copieux. • Polémique sur les programmes de terminale de 1989 : Inspiration trop “géopolitique”, rejet en première de la Seconde Guerre mondiale...
1991-1992 **1996** **1997** **1998** **2002** (***Programmes révisés et allégés à partir de 2000 pour le collège et le lycée. Voir pour leur version actuelle les deux brochures du CNDP***)	6ème 5ème 4ème 3ème 2ème 1ère Term. ________ Primaire (cycle 3) = CE2, CM1, CM2.	2 h 30 " " " 3 h + 45 mm de module. 3 à 4 h 3 à 4 h	• Le monde antique. • De la naissance de l’agriculture et de l’écriture jusqu’à la fin de l’Empire romain en Occident. • Le Moyen-Âge et la naissance des Temps modernes • Des Temps modernes à la naissance du monde contemporain (1914). • “Les fondements du monde contemporain”. – 1. Le citoyen et la cité à Athènes au Ve siècle avant Jésus-Christ. La citoyenneté dans l’Empire romain au IIe siècle. – 2. Naissance et diffusion du christianisme. – 3. Cartes de la Méditerranée au XIIe siècle : le carrefour de trois civilisations. – 4. Humanisme et Renaissance. – 5. La période révolutionnaire. – 6. L’Europe en restauration et révolution (1815 au milieu du XIXe siècle). • Le monde du milieu du XIXe siècle à 1939. • Le monde de 1939 à nos jours. ———————————————— *Antiquité* La romanisation de la Gaule et christianisation du monde gallo-romain. *Le Moyen Age (476-1492)* Naissance de la France : un État royal, une capitale, une langue. En Méditerranée une civilisation fondée autour d’une nouvelle religion, l’islam : entre chrétiens et musulmans des conflits mais aussi des échanges. *Du début des temps modernes à la fin de l’époque napoléonienne (1492-1815)* La monarchie absolue en France : Louis XIV et Versailles. Le mouvement des Lumières, la révolution française et le Premier Empire : l’aspiration à la liberté et à l’égalité, réussites et échecs. *XIXe siècle (1815-1914)* Une Europe en pleine expansion industrielle et urbaine, à la recherche de territoires et de débouchés : le temps de travail en usine, l’émigration, les colonies. Les difficultés de la République à s’imposer en France : un combat politique de plusieurs générations. L’inégalité entre l’homme et la femme exclue du vote et inférieure juridiquement. *XXe siècle et le monde actuel*	***Le temps des GTD (Groupes techniques disciplinaires)*** • Lionel Jospin, ministre de l’Éducation nationale (1988-1992). • Généralisation des IUFM. • Volonté générale de mesurer et d’améliorer l’efficacité de l’enseignement (évaluation, établissement des compétences que l’élève doit acquérir). L’enseignement est clairement pensé comme “un métier qui s’apprend”. • Juin 1992 : Première session du CAPES. comportant une épreuve professionnelle à l’oral. • 1994 : L’épreuve professionnelle devient l’épreuve-sur-dossier. • 1992 : Rejet par Jack Lang, ministre de l’Éducation nationale (1992-1993), du programme proposé par le Groupe de Technique Disciplinaire d’histoire-géographie (GTD) présidé par Jean-Clément Martin (1990-1992). Le projet ne prévoyait pas un traitement “chronologique continu” en première et Terminale, mais un choix de thèmes traités de façon diachronique. Il s’est heurté aux critiques de l’Association des Professeurs d’Histoire et de Géographie et, plus généralement, à l’ensemble des partisans d’une approche fondée sur la continuité chronologique. • 1993-1995 : Préparation et adoption des programmes du GTD dirigé par Serge Berstein et Dominique Borne après consultation nationale des établissements. • Publication en 1995 (François Bayrou, ministre de l’Éducation nationale de 1993 à 1997) des nouveaux programmes de l’enseignement élémentaire qui réintroduisent une liste de grandes dates et de grands personnages “mémorables”. • Les programmes de collège et de lycée (appliqués en sixième et en seconde à partir de 1996) se singularisent par l’importance accordée aux “finalités patrimoniales et culturelles” et au patrimoine “culturel, religieux et politique de l’Europe”. Celle-ci se traduit par la sélection d’un nombre limité de “repères culturels forts” (dates et personnages, cartes et documents) inscrits dans le programme. La notion de “document patrimonial” est “au centre” de ces programmes. Avec les “Compléments” puis “Accompagnements” des programmes rédigés par L’Inspection générale, l’encadrement du travail des professeurs devient beaucoup plus précis, voire pressant, tout en se disant respectueux de leur liberté pédagogique… • La traditionnelle division en deux cycles qui se répètent est abandonnée. Le programme de seconde comprend l’étude de six moments (choisis depuis l’antiquité) considérés comme “les fondements du monde contemporain”. La seconde guerre mondiale est réintégrée dans le programme de terminale. • Introduction de l’ECJS – Éducation civique juridique et sociale – dans le secondaire par le ministère Allègre **[DATE**]. • 1999-2001, Révision des programmes par un nouveau GTD sous la direction de l’historien Alain Plessis et du géographe Jean-Paul Charvet. Les programmes de 1995 sont allégés (par ex : choix parmi les thèmes en seconde). • 2002, nouveaux programmes pour l’école élémentaire rédigés sous la direction de Philippe Joutard. La perspective traditionnellement hexagonale de l’enseignement de l’histoire dans le primaire est infléchie - la Méditerranée au XIIe siècle est ainsi abordée, l’attention des professeurs des écoles est attirée sur les rapports entre histoire et mémoire –. On assiste à une esquisse de “secondarisation” de ces programmes.

			L'extermination des juifs par les nazis : crime contre l'humanité. La Ve République. La société en France dans la seconde moitié du XXe siècle : les progrès techniques, la fin des campagnes et le bouleversement des genres de vie.	

* Les niveaux sont exprimés suivant les catégories en usage aujourd'hui. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale : Rhétorique = 1ère et Philosophie = Terminale.